Les crises génèrent des impulsions nouvelles

Autor(en): **Somm, Edwin**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association Suisse des Electriciens, de l'Association des Entreprises électriques suisses**

Band (Jahr): **82 (1991)**

Heft 19

PDF erstellt am: **28.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-903015

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Les crises génèrent des impulsions nouvelles

Allocution présentée aux Assemblées annuelles ASE/UCS Davos, 5/6 septembre 1991, par

Edwin Somm

Mesdames, Messieurs, c'est un grand plaisir pour moi d'avoir été invité cette année-ci à exprimer quelques pensées à l'occasion des Assemblées annuelles de l'ASE et de l'UCS. Je considère cette invitation comme une référence aux 100 ans d'existence de notre entreprise. Vos deux associations et nous ont à peu près le même âge (fondation UCS: 19.5.1895; ASE: 24.4.1889), nous appartenons donc à la même génération. Et le chemin parcouru par vos organisations et notre entreprise comporte beaucoup de points communs. Nous nous sentons de ce fait étroitement liés à vous – avec l'ASE par les techniques de l'énergie, avec l'UCS par la politique de l'énergie. Dans la deuxième partie de mon exposé, j'évoquerai plus en détail la situation en Suisse par rapport à la politique de l'énergie. Permettez-moi tout d'abord de vous parler de problèmes et de chances fondamentaux tels que je les perçois dans notre société actuelle – car je profite volontiers de l'occasion pour exposer aux décideurs de notre pays ces problèmes et leurs solutions du point de vue de l'entrepreneur.

Adresse de l'auteur
Edwin Somm, Président de la direction Asea Brown Boveri SA, Baden, membre de la direction du groupe ABB, 5401 Baden

La Suisse est en mouvement. Un grand nombre de groupes et de partis tirent plusieurs cordes – dans des directions tout à fait différentes. Nous sommes bien loin d'un consensus sur les objectifs importants de notre société. Beaucoup d'entrepreneurs se plaignent de mauvaises conditions de base et y voient leur *seul* problème. Un flot de régulation sans précédent s'avance vers nous et menace d'écraser l'économie. Les Ecologistes veulent le contraire: pour sauver l'environnement, ils demandent plus de régulations, plus de contrôle, plus d'Etat. Croissance économique, non merci, disent-ils. Les Sociaux-Démocrates siègent au gouvernement et, en même temps, brandissent la carte de l'opposition pour des problèmes essentiels – par exemple la politique de l'énergie. La concordance est remise en question, non seulement en pratique par la gauche, mais en théorie par les partis bourgeois aussi.

Les décisions politiques sont prises avec une lenteur d'escargot; incapacité d'agir voire paralysie se sont installées dans nos institutions, partis et organisations. Parallèlement, notre économie subit les effets d'une modification mondiale déferlant à une vitesse inégalée: qui ne bouge pas maintenant est vite laissé pour compte. De plus en plus de citoyennes et citoyens renoncent à exercer leur droit de vote. D'autres s'engagent à fond: non pas dans des partis, ni au Parlement, ils se réunissent pour former des groupes d'action extra-parlementaires et lancent une initiative populaire après l'autre – souvent dans le seul but de faire barrière. Crise gouvernementale disent les uns, crise d'Etat disent les autres.

Il est vrai que le mot «crise» ne veut pas être entendu par bien des gens. Je dirais néanmoins que nous sommes

dans une crise. Crise ne veut cependant pas dire naufrage; un tabou n'est pas de mise. Au contraire: Crise signifie sans doute que certaines choses ne fonctionnent plus comme il faut. Il s'agit de dire au revoir à certaines idées. Mais, en même temps, cela veut dire que de nouvelles possibilités s'ouvrent et profitent d'une chance inouïe. En période de crise, les cartes sont redistribuées, les crises sont productives.

Je donne un exemple. Le produit étonnant d'une crise est, à mon avis, BBC dont nous fêtons les 100 ans d'existence justement cette année. Revenons en arrière: 1891. La ville de Baden vient de connaître de bien mauvaises années. En 1873, la conjoncture en Europe s'effondre; la première grande dépression secoue les pays industrialisés jusqu' aux années 90. La Suisse n'y échappe pas: beaucoup d'entreprises font faillite. Les quelques entreprises industrielles de

la région de Baden – il s'agit avant tout de l'industrie textile – affichent des chiffres rouges. La station thermale, la source de revenus la plus importante de la ville, attend en vain des curistes. Une montagne de dettes, engendrées entre autres par la faillite de la «Nationalbahn», et de maigres recettes précipitent la ville dans la crise.

«En période de crise, les cartes sont redistribuées, les crises sont productives.»

Dans les pays industrialisés, la grande dépression a été surmontée grâce à de nouvelles technologies: l'électrotechnique et la chimie. Elles ont supplanté le chemin de fer en tant que moteur de l'industrialisation. 1891 fut une année propice pour fonder une entreprise électrotechnique comme Brown Boveri. Baden a profité de l'opportunité du moment: on était prêt, dans cette ville bien provinciale, à miser sur un autre avenir. Lorsqu'un beau jour, deux jeunes gens du nom de Charles Brown et Walter Boveri cherchèrent à Baden un terrain à bâtir pour une nouvelle entreprise, on savait ce qu'il restait à faire. Si Baden avait été à l'époque une station thermale florissante, BBC n'y aurait probablement jamais vu le jour. Comme déjà dit, crise ne signifie pas forcément naufrage, elle peut aussi être à l'origine d'un recommencement. Ceci est tout aussi valable pour la convivialité en général. Mais qu'est-ce qui ne va plus en Suisse? Et que faut-il faire?

«Dans les pays industrialisés, la grande dépression a été surmontée grâce à de nouvelles technologies: l'électrotechnique et la chimie.»

Tout d'abord un diagnostic de l'état actuel: La comparaison avec les années 50 fait clairement ressortir les principales lacunes: le consensus sur certains objectifs fondamentaux est brisé. Ce n'est pas une raison pour lever le doigt et clamer: «Ne vous disputez pas!» Les sociétés ne sont pas des harmonies. En Suisse, il y avait et il y a heureusement encore beaucoup de gens différents qui ont des intérêts tout à fait différents. Différentes aussi sont leurs idées quant à la conception de notre vie communautaire. Il ne va pas de soi qu'un consensus existe sur les objectifs premiers d'une société. Ce dernier doit être sans cesse recherché et négocié à nouveau. Il ne faut en aucun cas regretter mais plutôt encourager ce processus très productif.

«La comparaison avec les années 50 fait clairement ressortir les principales lacunes: le consensus sur certains objectifs fondamentaux est brisé.»

Je vois trois importants cercles de problèmes qui divisent notre société: Premièrement: *la problématique liée à l'environnement*. Dans les années 50, ce problème n'était guère perçu: la croissance économique ne se discutait pas, le terme «respect de l'environnement» n'existait pas encore. Aujourd'hui, les uns refusent catégoriquement la croissance économique, les autres veulent maintenir leur niveau de vie élevé sans aucune concession et ferment les yeux devant les menaces qui pèsent sur notre environnement et nos ressources. Entre ces deux positions extrêmes, on trouve d'innombrables points de vue des plus différents. Ce conflit imprègne beaucoup de débats politiques et bloque nombre de décisions à ce niveau.

«Je vois trois importants cercles de problèmes qui divisent notre société: la problématique liée à l'environnement, la situation de la Suisse en Europe et dans le monde, l'extrême appauvrissement du tiers monde.»

Deuxièmement: *la situation de la Suisse en Europe et dans le monde*. Ici, depuis les années 50, des choses essentielles se sont modifiées: vous le savez tous, la guerre froide est finie, la division de l'Europe surmontée, et la CE s'attelle avec force à faire avancer la totale intégration politique et économique. Les «Etats-Unis d'Europe» ne sont plus une utopie, mais l'avenir probable de ce continent. Seulement, où se trouve la Suisse? Serons-nous un îlot ou deviendrons-nous un petit canton de ce méga-Etat avec quelque 350 millions d'habitants? Aucun consensus n'existe à cet effet en Suisse. Les associations paysannes s'insurgent contre la politique du GATT et de l'EEE du Conseil fédéral et se retrouvent tout à coup à côté des Ecologistes. La question de la CE divise les partis, qu'ils soient de gauche ou de droite. Même chose pour l'économie: une partie des entrepreneurs croient s'en tirer assez bien sans adhérer à la CE, d'autres voient leur survie économique remise en question sans cette adhésion. Personne ne veut savoir où cela nous mène, les visions sont quasi absentes, l'optimisme un mot rare.

«Les ‹Etats-Unis d'Europe› ne sont plus une utopie, mais l'avenir probable de ce continent.»

Troisième cercle de problèmes: *l'extrême appauvrissement du tiers monde ne peut être ignoré plus longtemps*. La pression massive, exercée par l'immigration de gens du Sud et de l'Est ayant quitté leur pays pour des raisons économiques, est-elle aussi devenue un problème de la politique intérieure en Suisse? Là également, il est difficile de trouver un consensus, à savoir comment cette pression peut être endiguée. Quel aspect devrait prendre un nouvel ordre économique mondial, qui rendrait possible le développement de pays du Sud et de l'Est aussi? Quelle contribution la Suisse peut-elle y apporter?

Je suis persuadé qu'un nouveau consensus de base doit et peut résorber ces conflits. Je propose les solutions suivantes:

Pour le premier problème; *environnement et ressources*: le but doit consister à rendre la croissance économique respectueuse de l'environnement et soucieuse des ressources. Nous devons et nous pouvons concilier ces deux priorités. Les technologies modernes, adaptées à l'environnement, doivent être davantage encouragées et développées. L'utilisation rationnelle des ressources est en même temps économique. Tous les producteurs et tous les consommateurs doivent accepter de supporter les frais écologiques qu'ils causent réellement. La Suisse est pour ainsi dire prédestinée à jouer dans ce contexte un rôle de précurseur: une population sensibilisée aux problèmes écologiques, faisant preuve d'une haute qualification, et une économie qui, depuis toujours, a dû s'accommoder de ressources limitées, sont des conditions très favorables. Tel pays qui démontrera le premier qu'une économie moderne et compétivive peut aussi produire en ménageant l'environnement et offrir des biens écophiles bénéficiera d'un avantage inestimable face à ses concurrents. Les entreprises suisses ont ainsi la possibilité de se différencier, au niveau des produits et des prestations, de la concurrence mondiale.

«Le but doit consister à rendre la croissance économique respectueuse de l'environnement et soucieuse des ressources.»

Deuxièmement, *CE, oui ou non*: il devient urgent de mener le débat autour de l'adhésion à la CE sur un plan plus global et d'y inclure notamment la jeune génération. La proposition aussi paradoxale que stérile, à savoir «Devenir eurocompatible pour ne pas y adhérer» doit enfin être bannie de la discussion, elle ne fait qu'entretenir des illusions coûteuses. A mon avis, une adhésion à la CE est inévitable: seul le moment reste à déterminer par nous et par Bruxelles. Nous devons cependant nous y préparer sérieusement, que ce soit du point de vue politique ou économique. Nous devons encourager une Europe fédéraliste. Il n'est guère nécessaire d'invoquer ici les raisons économiques; je souhaiterais cependant souligner que le rôle d'avant-coureur joué par la Suisse en sa qualité de pays à l'économie high tech implique justement un accès au marché intérieur européen. C'est là que l'on trouve les premiers clients.

Pour moi, en tant que non-politicien, les arguments politiques ci-après parlent en faveur d'une adhésion à la CE: est-ce qu'un système politique, dont les points essentiels sont restés inchangés depuis 1874, convient encore à un Etat moderne du 21e siècle? On peut se demander. Mais on ne renonce pas volontairement aux prébendes, les vaches sacrées échappent toujours au couteau du boucher. Une adhésion à la CE pourrait agir comme catalyseur de modifications au sein de notre Etat, pour lesquelles nous ne trouverons guère un consensus sans pression extérieure.

De plus, je crois que nous ne devrions pas sous-estimer le poids potentiel de la Suisse à Bruxelles: nous ne sommes pas rien. La Suisse reste le siège d'entreprises multinationales ultramodernes, compétitives sur le plan mondial, et compte un nombre incomparable d'écoles supérieures. La Suisse abrite une population hautement qualifiée, des organisations internationales. Et des grandes voies de communication vitales à la CE traversent la Suisse. Notre influence ne serait donc pas marginale. Les décisions auxquelles nous sommes également soumis en tant que non-membre, nous pourrons, en tant que membre, prendre l'offensive et les influencer énergiquement. Sinon, la position de défense fort inconfortable dans laquelle nous nous trouvons actuellement face à Bruxelles ne pourra être abandonnée.

«Une adhésion à la CE pourrait agir comme catalyseur de modifications au sein de notre Etat, pour lesquelles nous ne trouverons guère un consensus sans pression extérieure.»

Grâce à ses efforts en matière d'harmonisation de la normalisation et certification, l'ASE rend à l'heure actuelle déjà de précieux services dans ce domaine. Relevons seulement que parmi les 1250 œuvres de normalisation, 86% sont conformes aux normes internationales.

A propos du troisième cercle de problèmes – *le conflit Nord-Sud*: la pression de l'immigration sur la Suisse ne peut être diminuée qu'en supprimant les raisons qui incitent tant de gens à quitter leur pays: la pauvreté, le sous-développement et l'énorme endettement. La Suisse peut ici accepter de jouer un rôle plus actif. Nous, habitants du Nord, devons cesser de concurrencer les pays du tiers monde là où ils seraient compétitifs: je pense à l'agriculture, mais également à la production de produits low tech tels que p. ex. des coffrets en tôle. Nous devons nous concentrer sur des prestations et produits high tech. Nous qui aimons tant prêcher le commerce libre devons enfin ouvrir nos marchés aux importations low tech du tiers monde. D'autre part, nous devons également être prêts à y fabriquer ces produits lorsqu'ils entrent dans nos livraisons. La Suisse devrait permettre un transfert plus grand de technologies; on ne chercherait alors pas à entraver par tous les moyens une possible concurrence technologique: la concurrence génère de nouvelles performances. De plus, il est nécessaire d'encourager tous les efforts des pays du tiers monde visant à orienter leur agriculture principalement sur l'auto-approvisionnement. C'est la seule façon d'empêcher les famines endémiques et atroces.

«La pression de l'immigration sur la Suisse ne peut être diminuée qu'en supprimant les raisons qui incitent tant de gens à quitter leur pays: la pauvreté, le sous-développement et l'énorme endettement.»

La performance, la puissance, à des degrés différents, seront également au

centre du débat, si je vous parle maintenant de la politique énergétique en Suisse. Le 23 septembre de l'année dernière, les citoyennes et citoyens ont passé des mandats – au Conseil fédéral, au Parlement, à l'économie, mais aussi à eux-mêmes. En acceptant l'article sur l'énergie, le citoyen s'est prononcé pour un approvisionnement en énergie économique, rationnel et respectueux de l'environnement, mais aussi fiable et pouvant être soutenu économiquement.

«Notre but premier est le maintien de la place industrielle, prestataire de services, financière et ouverte à la recherche qu'est la Suisse.»

Le conseiller fédéral Ogi a réagi rapidement en présentant le programme «Energie 2000». Les objectifs y sont ambitieux. ABB Suisse approuve et soutient ces objectifs et, ce faisant, le programme – mais avec une réserve très importante: notre but premier est le maintien de la place industrielle, prestataire de services, financière et ouverte à la recherche qu'est la Suisse.

Je vous donne un exemple – peut-être un peu grossi – de ce que je comprends par là. Dans le cadre de ABB Suisse, nous avons la possibilité de diminuer du jour au lendemain la consommation d'énergie de façon draconienne. Pour arriver à zéro, s'il le faut. Pour atteindre ce but, il suffit d'une seule décision: transférer les activités de l'entreprise à l'étranger. Le groupe ABB avec ses antennes un peu partout dans le monde offre suffisamment de possibilités à cet effet.

Notre but consiste cependant, comme déjà dit, à maintenir la Suisse comme place industrielle dans le sens global du terme. Pour ce faire, elle doit rester compétitive. Les conditions de base de la politique énergétique jouent un rôle important dans cette lutte. Il est vrai que dans un grand nombre de cas, les prix de l'énergie ne représentent pas une énorme part des frais de production d'un produit. Ils peuvent cependant être la fameuse goutte qui fait déborder le vase ou, dans notre cas, qui met en danger la compétitivité.

Mais bien plus que les coûts, ce qui importe est la fiabilité de l'approvisionnement en courant. L'économie électrique étant obligée d'acheter de plus en plus de courant à l'étranger du fait que nous ne pouvons construire des installations de production dans notre propre pays, nous ne sommes plus en mesure de décider nous-même de notre approvisionnement en électricité. Au cours d'une récente conférence de presse, le président de la direction générale des CFF, Hans Eisenring, l'a très clairement dit: Grâce à leurs prévisions, l'approvisionnement en électricité des CFF est assuré jusqu'en 2005. Mais en raison de nouvelles tâches (transit alpin), les CFF connaîtront des difficultés d'approvisionnement non négligeables peu après 2005, si la Suisse ne réagit pas à temps, c'est-à-dire tout de suite. A quoi sert le super concept «NEAT» si les trains ne peuvent plus rouler à cause du manque d'électricité? Moi aussi, je dis: «A quoi sert la renonciation aux grèves si notre production est arrêtée, faute de courant électrique?»

«Energie 2000». Je le répète: nous soutenons ce projet et partons de l'idée qu'un travail conceptionnel se fera. Un semblant d'activité par le biais d'un flux de régulations me paraîtrait tout à fait malvenu. Nous aimerions nous aussi participer assez tôt à ces travaux conceptionnels, faire part de nos préoccupations, collaborer dans les organes de direction correspondants, au lieu de critiquer après coup. Je suis d'avis que cette tâche justifie l'inclusion de cadres venus de l'industrie pour participer à ces travaux.

Il s'agirait également d'un semblant d'activité si on voulait lancer aujourd'hui de vastes programmes dans le domaine de la recherche fondamentale, dans l'espoir de trouver des solutions – par exemple une alternative à l'énergie nucléaire – d'ici à l'an 2000. Je ne voudrais pas être mal compris. Chez ABB, la recherche tient une place prépondérante – et beaucoup d'argent y est investi. Nous possédons le plus grand laboratoire de recherche de l'industrie des machines en Suisse et du groupe ABB. Nous en avons besoin pour garder technologiquement toujours une longueur d'avance sur la concurrence. Et c'est justement parce que la recherche se poursuit avec une telle intensité chez nous que je sais le temps qu'il faut à la recherche fondamentale pour porter ses fruits. Des résultats ne s'obtiennent pas en 5 ou 10 ans, mais plutôt en 20 ans. En d'autres termes: pour le programme 2000, nous devons mettre en pratique les résultats des recherches *aujourd'hui* à notre disposition, en tirer ce qui est possible – qu'il s'agisse de production ou d'utilisation. Dans le domaine de l'énergie, une recherche fondamentale doit maintenant être mise en route pour viser des objectifs bien au-delà de l'an 2000.

En conclusion, un mot encore sur une affaire actuelle en politique énergétique. Au début de l'année prochaine, nous aurons à nous prononcer sur l'initiative relative à la protection des eaux. Selon mes convictions, cette initiative est démesurée à tous points de vue et va à l'encontre de la conciliation entre les intérêts de la nature et la protection du paysage d'une part, et les intérets d'une utilisation sensée de la force hydraulique d'autre part. Encore un exemple d'une façon de voir unilatérale. Nous partageons l'avis de l'UCS quant au rejet de cette initiative.

Je résume. Quatre points sont importants:

Premièrement: nous sommes dans une crise, mais une crise est productive. De nouvelles possibilités s'ouvrent à nous, profitons-en!

Deuxièmement: le concensus ne va de soi dans aucune société. La recherche d'un consensus est créative et nécessaire.

«Pour le programme 2000, nous devons mettre en pratique les résultats des recherches aujourd'hui à notre disposition, en tirer ce qui est possible.»

Troisièmement: essor et dépression sont des phénomènes normaux de l'histoire. Il n'existe pas de crise éternelle, mais pas d'essor éternel non plus.

Quatrièmement: «Energie 2000» oui, mais l'objectif premier est le maintien de la place industrielle, prestataire de services, financière et ouverte à la recherche que représente la Suisse. Pas de solutions fictives.

Je vous remercie de votre attention.

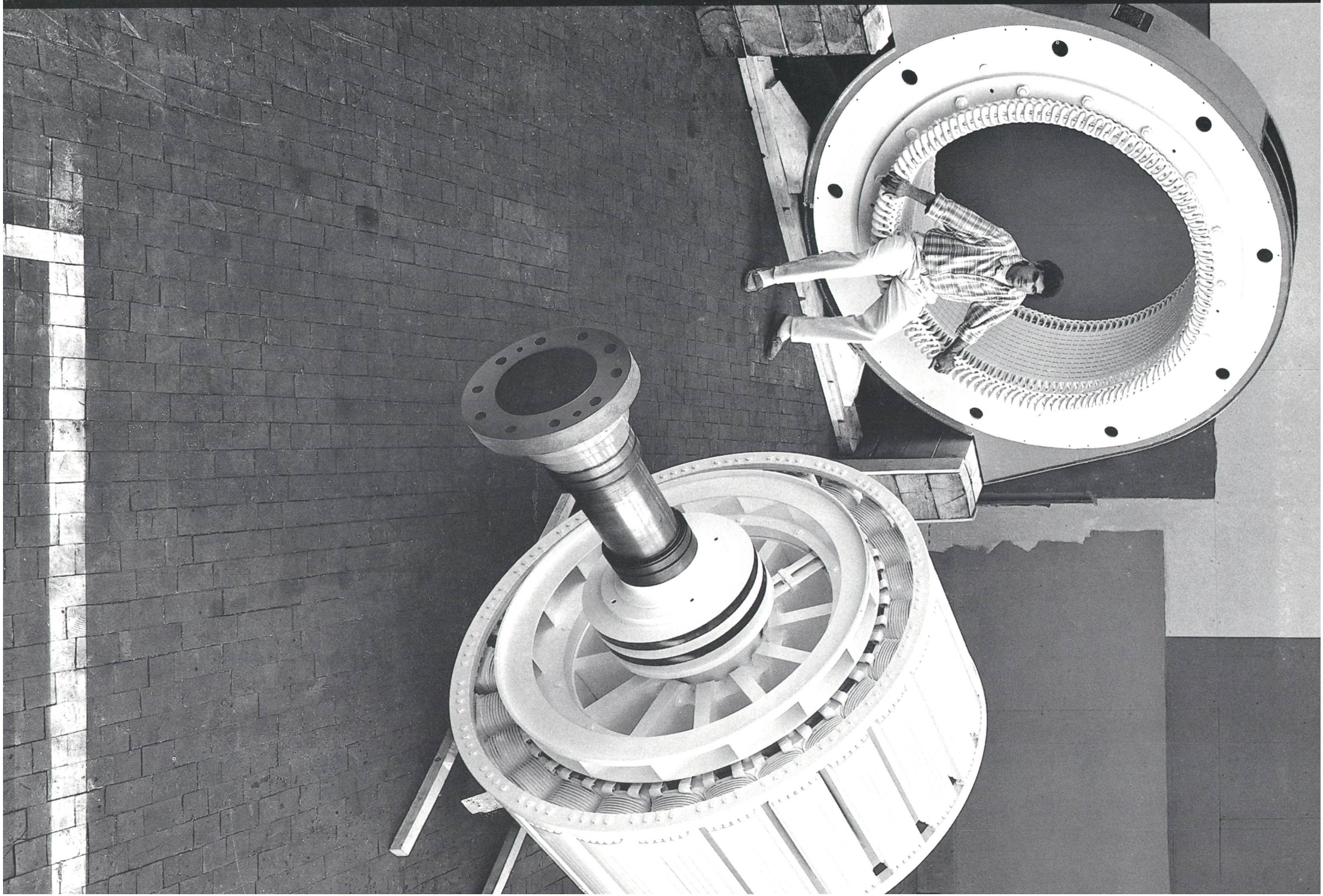
Für Unternehmer mit Wachstumspotential. Ascoline.

Denken Sie kurz einmal 5 oder 10 Jahre weiter. Die Unternehmen wachsen und wachsen, und damit steigt auch die Zahl der Telefonanschlüsse. Nun, glücklicherweise sind wir dank dem modularen Konzept von Ascoline darauf vorbereitet. Genauso wie auf die digitale Zukunft der Telekommunikation, sprich ISDN. Denn speziell dafür haben wir unsere neuste Teilnehmervermittlungsanlage entwickelt. Also zu einem grossen Teil auch für die Kinder Ihrer Kunden. Dabei erfüllt Ascoline selbstverständlich bereits heute alle wichtigen Bedürfnisse, wie zum Beispiel optimale Erreichbarkeit, einfache Bedienung oder hohe Flexibilität. Und darum sollten Sie sich auch bereits heute über Ascoline informieren. Senden Sie Ihre Visitenkarte an: Ascom Gfeller AG, Ascoline, Schwarztorstrasse 50, 3000 Bern 14. Oder kontaktieren Sie Ihre zuständige Fermeldedirektion, Tel. 113.

PTT

Teilnehmervermittlungsanlagen: **ascom** *denkt weiter.*

pport-Stellen aller ABB-Gesellschaften sind miteinander verbunden – über das ABB Support Switch Board. Sollten Sie den direkten Weg zu Ihrem Ansprechpartner nicht kennen:



«Wir sind ganz bei Ihrer Sache.

Für mich heisst das zuallererst Beratung und Unterhalt, sachgerecht und fachgerecht! Das ist aus meiner Sicht die einzige Gewähr, um zum Beispiel Stillstandzeiten auch tatsächlich so minim wie möglich zu halten. Oder die Lebensdauer der mir anvertrauten Anlagen und Objekte zu verlängern. Support ist nicht nur einfach Service, da geht es auch darum, dass die Werte der vielfach teuren Maschinen und Anlagen erhalten bleiben.»

René Schärer

René Schärer ist Chefmonteur bei ABB Drives AG in Birr. Er sitzt im Stator eines Synchronmotors, der normalerweise einen Holzschleifer für die Papierherstellung antreibt. Vor ihm steht der dazugehörende Rotor. Beide Komponenten waren durch einen Störfall schwer in Mitleidenschaft gezogen. Sie wurden von René Schärer und seinem Team einer gründlichen Reparatur unterzogen und sind wieder voll einsatzbereit.

ABB Support. Wir sind ganz bei Ihrer Sache.

ABB
ASEA BROWN BOVERI